



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Les-echos-du-monde>

Les échos du monde

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1935 à 1968 - De 1945 à 1958 - N° 1 Nouvelle Série - 1er juin 1945 -

Date de mise en ligne : mardi 17 octobre 2006

Date de parution : 1er juin 1945

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

LA PRODUCTION D'OR DANS LE MONDE

Les chiffres publiés par Samuel Montagu Co., à Londres, montrent que la production d'or dans le monde, après avoir régulièrement augmenté de 1933 à 1940, n'a pas cessé de diminuer depuis cette époque. Elle est passée de 782 tonnes en 1933 à 1260 tonnes en 1940, puis à 1.240 en 1941, 1.160 en 1942, à 930 en 1943, à 855 en 1944.

Ces statistiques sont, il est vrai, incomplètes. En ce qui concerne la Russie, notamment, on en est réduit à des évaluations. La production d'or soviétique aurait augmenté. Elle est estimée à 160 tonnes par an depuis 1942.

Dans le principal pays producteur, l'Union sud-africaine, la production est passée de 447 tonnes en 1941 à 381 en 1944 ; au Canada, de 166 tonnes en 1941 à 90 tonnes en 1944 ; aux Etats-Unis, de 151 tonnes en 1940 à 31 tonnes en 1944.

Journal de Genève, 13 mai 45.

CHRONIQUE DE BOURSES

On sait qu'au cours de cette guerre, les principales entreprises qui exploitent des gisements de cuivre n'ont pas été en mesure de réaliser des bénéfices particulièrement substantiels. Que ce soit en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, où sont domiciliées la plupart des grandes sociétés cuprifères mondiales, le prix de vente du métal rouge a subi une baisse appréciable. Un manque de contrôle dans la production, la concurrence d'autres métaux, notamment de l'aluminium, sont autant de facteurs qui ont milité en faveur d'un amoindrissement des bénéfices de ces entreprises. Les grandes compagnies américaines ont, néanmoins encore réalisé des bénéfices qui ont permis la distribution de dividendes rentant normalement le capital. Sur le plan boursier, on a observé qu'à Wall-Street la tendance générale des « coppers » se détachait nettement de l'allure de l'ensemble du marché. Les augures en la matière ne prédisent pas un avenir très brillant à l'industrie cuprifère, si la situation ne se modifie pas profondément.

Tout récemment, à l'assemblée générale de la Kennecott Copper, l'une des plus importantes compagnies du nouveau monde, les actionnaires ont été priés de voter en faveur d'une extension du champ d'activité de l'entreprise, qui désirerait, en particulier, pour mieux équilibrer ses risques, utiliser une partie de ses abondantes liquidités dans la prospection de gisements de pétrole et de gaz naturel. Il y a là une orientation nouvelle dont il sera fort intéressant de suivre le développement.

Journal de Genève.

CHANGEMENTS A TRAVERS LE MONDE

Entre 1937 et 1942, la production du tissu de coton en Grande-Bretagne (en millions de yard carrés) est tombée de 3.806 à 1.850. L'exportation a baissé pendant le même laps de temps de 1.921 à 485.

Cependant, le Brésil, à la faveur de la guerre, a vu sa production passer de 900 à 1.400 et l'exportation de 7 à 250.

On estime que la production brésilienne d'articles de coton de 1943 égale sensiblement celle du Lancashire.

Ce qui est un des aspects de la révolution économique que cette guerre a provoquée.

Liberté, 1er juin.

UNE GRANDE NOUVELLE

Elle nous vient des Etats-Unis. On sait qu'une certaine loi « Johnson », interdisait aux Américains de consentir des crédits aux pays qui n'avaient pas remboursé leurs énormes dettes de la première guerre mondiale. La France était du nombre. Cette loi serait bientôt abrogée. Les Américains recommenceraient donc à prêter de l'argent, à condition qu'on leur achète leurs produits. S'imagineraient-ils être remboursés cette fois-ci ? Non, mais l'économie américaine retrouverait quelques débouchés. La conséquence est facile à prévoir : si nous nous obstinons à ne rien changer à notre structure économique, ce sont les ouvriers français qui chômeront à la place des ouvriers américains.

L'ABONDANCE PENDANT LA GUERRE

On va bientôt pouvoir mesurer l'étendue des progrès de l'Abondance pendant la guerre. Voici déjà un exemple pris chez un des belligérants : le Canada.

Ce pays immense a onze fois la superficie de la France. A-t-il onze fois sa population ? Un peu plus du tiers de la nôtre, alors qu'il pourrait faire vivre 300 millions d'habitants, sauf dans le Nord couvert de forêts, ses terres sont parmi les plus fertiles de la planète. Autrefois, il ouvrait sa porte toute grande aux immigrants, mais il a été obligé de la fermer. Pourquoi ?

Parce que ses moyens de production, ultra-modernes, sont si puissants qu'il n'a besoin que d'un nombre infime de travailleurs. Il doit se contenter d'une population ridiculement faible puisqu'elle atteint 11 millions et demi d'habitants. Ce pays extraordinaire comptait déjà des chômeurs avant la guerre et comme il ne désire rien changer à son régime social...

Survient la guerre, pour laquelle il va faire un effort considérable en mobilisant près de 800.000 hommes et femmes.

Voici donc 800.000 travailleurs de moins dans un pays comptant onze millions et demi d'habitants

Intervient alors le progrès technique, qui va permettre d'obtenir les résultats que voici :

Le Canada trouve moyen d'équiper 90 chantiers navals au lieu de 30.

Il construit 700.000 véhicules de transport et plus de 45.000 chars de combat.

Il fabrique 15.000 avions, 1.400.000 fusils et mitrailleuses, 1.500.000 tonnes d'explosifs, etc. Ses fabriques de munitions auraient permis de distribuer deux cartouches à chacun des deux milliards d'êtres humains qui peuplaient la terre d'avant-guerre.

Pendant les hostilités, le Canada a fabriqué plus d'acier qu'il en faudrait pour construire une double voie ferrée qui ceinturerait notre globe.

Ne récoltant pas de caoutchouc, il a construit des usines de caoutchouc synthétique qui ont fourni 85 millions de tonnes.

Le lecteur croit peut-être que cette production guerrière colossale n'a pu être obtenue qu'en sacrifiant celle du temps de paix. Cependant le Canada, pays autrefois essentiellement agricole, a récolté pendant la guerre plus de blé qu'autrefois. Il en a tellement récolté qu'il a dû restreindre légalement ses emblavures. Et pourtant 400.000 hommes et 100.000 femmes ont quitté la terre pour travailler dans les usines de guerre. Le voilà bien l'exemple de la production croissant en même temps que le chômage...

Depuis 1939, le Canada a exporté plus de 1.300 millions de boisseaux de blé. (4 boisseaux et demi pèsent 90 kilos) : et il reste 628 millions de boisseaux dans les silos.

Inutile d'ajouter que le Canada va s'efforcer d'exporter en Angleterre tout ce qu'il en importait autrefois.

Et il n'a pas de réparations à effectuer sur son territoire,

LA C. F. T. C. ET LES RÉFORMES DE STRUCTURE

Avec la Libération et le retour au droit d'organisation, le mouvement syndical français a connu un essor semblable à celui de 1936. La Confédération Française des Travailleurs Chrétiens a bénéficié de cet essor et compte actuellement environ cinq cent mille adhérents. Bien que cette force ne puisse être comparée à celle de la C.G.T., elle est tout de même assez grande pour ne pas l'ignorer, et surtout pour ne pas considérer le syndicalisme chrétien comme une simple création artificielle en vue de faire échec à la C. G. T.

Il est intéressant de suivre l'évolution de la C. F. T. C., non seulement en ce qui concerne sa force physique, mais aussi sur sa position dans le problème social : position qui évolue nettement vers le collectivisme. Cette évolution est incontestablement influencée par les événements et favorisée par les récentes déclarations du pape sur la propriété privée.

Déjà, en novembre 1940, un manifeste commun de la C. G. T. et de la C. F. T. C. marquait nettement cette orientation du syndicalisme chrétien.

Ce manifeste donne comme un des principes du syndicalisme français qu'« au régime capitaliste doit succéder un régime d'économie dirigée au service de la collectivité. La notion du profit collectif doit se substituer à celle du profit individuel », et précise que « la lutte de classes, qui a été jusqu'ici un fait plus qu'un principe, ne peut disparaître que par la transformation du régime du profit ».

Ainsi, d'un commun accord avec la C. G. T., la C. F. T. C. affirme comme son but : la suppression du régime capitaliste.